

# Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 892 - mardi 21 janvier 2014

## Editorial

### Le Front de Gauche remobilise contre le social-libéralisme

C'est une bonne nouvelle pour les salariés, pour les démocrates, pour les syndicalistes : la rencontre (*au plus haut niveau*) entre le Parti communiste français et le Parti de gauche (*rencontre très fortement «souhaitée» par le PCF*) a permis de dépasser les désaccords engendrés par la préparation des élections municipales.

Certes, et c'est normal, des divergences subsistent quant aux stratégies municipales. Le PCF veut «*rassembler les forces de gauche pour mettre en œuvre, au plan local, des politiques utiles aux populations*», et ce, dans l'idée de redonner de l'espoir, dans l'idée de permettre aux citoyens d'entrer en lutte pour améliorer leurs conditions de vie, pour faire reculer dans leur commune la politique d'austérité. Ce rassemblement peut parfois se faire avec le PS, quand le programme adopté s'extirpe de l'austérité, comme à Paris, ou, le plus souvent, sans le PS, comme à Marseille. Pour le PG, par contre, aucun rassemblement local n'est possible avec le PS. Cette divergence est désormais assumée et ne constituera plus un handicap pour le Front de gauche qui doit aller de l'avant. Pour Pierre Laurent, «*la crise est derrière nous*».

Répétons-le, c'est une bonne nouvelle, car la dernière conférence de presse de François Hollande a montré l'ampleur des renoncements du Président de la République. Le Front de gauche est ainsi placé devant de très lourdes responsabilités. Il lui appartient de redonner du sens au mot «*gauche*». La présence commune de Pierre Laurent et de Jean-Luc Mélenchon à une manifestation à Marseille a prouvé qu'il en



avait conscience. Et que l'existence active d'un Parti communiste dans notre pays pesait dans le bon sens.

Pour le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles, «*la gauche, toute la gauche, a un immense défi à relever, remobiliser et rassembler celles et ceux qui ne veulent pas de la politique sociale libérale défendue par François Hollande*».

En Savoie, comme dans le reste du pays, des luttes se développent et le «*retour*» du Front de gauche ne pourra que les renforcer.

Il en est ainsi de la bataille menée par ses élus départementaux contre l'augmentation des tarifs des transports scolaires, avec le rassemblement auquel notre journal appelle à 14h, le lundi 3 février, devant le Conseil général.

Il en est ainsi des initiatives syndicales impulsées par la CGT le 6 février, ou des manifestations prévues ensuite par un large collectif pour s'opposer à la hausse de la TVA.

Et puis il y aura les élections européennes. Nous savons bien que leur découpage en larges régions fait partie d'une stratégie visant à vider l'Etat national de son contenu républicain. Néanmoins le Front de gauche y défendra ses propositions pour une autre Europe, les popularisera comme il a déjà su le faire. Pour la région Sud-est, le travail fait par Marie-Christine Vergiat au sein du Parlement européen facilitera ce travail «*pédagogique*». L'avenir n'est pas à la désespérance, il est à la mobilisation.

Alain Dupenloup

## Sommaire :

Editorial - Mobilisation contre la hausse du tarif des transports scolaires - A Ugine, Louis Bertrand met les choses au point - En Savoie, on résiste aux choix du gouvernement - Le Lyon-Turin, un enjeu majeur - Chambéry, une direction de section rajeunie - A propos de l'imposition départementale - Tarentaise : interrogations sur l'avenir de l'hôpital public - Allos sports.

### La mobilisation s'élargit pour refuser la hausse des tarifs des transports scolaires

On le sait, hormis les deux conseillers généraux du Front de gauche (*Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz*), les 35 autres élus du département ont décidé de faire payer les familles dont les enfants utilisent les transports scolaires. Une forte résistance s'est immédiatement manifestée contre ce projet, le PCF 73 et les deux élus Front de gauche lançant des pétitions (*sur papier ou en ligne*), le Conseil départemental de l'Education nationale se prononçant très majoritairement pour l'annulation de l'augmentation.

Au nom du groupe Front de gauche du Conseil général, Christiane Lehmann s'est adressée aux syndicats d'enseignants, aux UD des syndicats de salariés, aux associations de parents d'élèves et aux partis du Front de gauche pour leur transmettre le texte de la pétition et les inviter à une conférence de presse le 24 janvier.

Notre camarade leur écrit en particulier : *«le groupe Front de gauche mène au Conseil général une bataille déterminée contre une hausse des tarifs des transports scolaires allant, selon les cas, de plus 10• à plus 360•. Elle fait payer davantage les familles nombreuses»*. Elle n'épargne d'ailleurs ni les familles qui ne paient pas d'impôt, ni celles qui sont en-dessous du seuil de pauvreté ! Christiane Lehmann continue : *«Nous avons lancé une pétition qui rassemble, pour le moment, plus de 400 signatures. Nous souhaitons faire plus encore. Nous suggérons de demander audience à chaque Conseiller général, voire à manifester»*.

Le Conseil général devant «finaliser» son choix d'augmenter les tarifs des transports scolaires le lundi 3 février, un rassemblement est prévu ce jour-là devant le Conseil général pour exiger l'annulation de cette augmentation. Le PCF appelle à en faire une initiative marquante en Savoie.

Notre journal appelle tous ses lecteurs à se retrouver devant le Conseil général à Chambéry

(Château des Ducs de Savoie)

## le lundi 3 février à 14h

### pour exiger l'annulation de l'augmentation des tarifs des transports scolaires !

Il n'est pas trop tard pour faire reculer les Conseillers généraux qui l'ont proposée, il est important d'apporter notre soutien à la lutte des deux élus du Front de gauche, soyons nombreux le 3 février devant le siège du Conseil général.

### A propos d'un tract révélateur du Front national

Le FN a distribué dernièrement un tract intitulé : **«Retraités sacrifiés, il faut dire non»**. Il s'agit, pour ce parti d'extrême droite, de se donner un air «social». Mais l'illusion ne dure pas longtemps, car la suite du tract est particulièrement révélatrice de ses véritables choix.

En effet, pour financer notre système de retraite, le FN propose de *«faire des économies sur la mauvaise dépense publique : coût de l'Europe, dépenses somptuaires des Conseils régionaux, coût de l'immigration, explosion des fraudes, niches fiscales qui profitent aux plus gros»*.

Tout ceci mérite un commentaire. Le «coût de l'Europe» n'est pas détaillé, et pour cause, car c'est une généralité qui ne mange pas de pain.

Les dépenses des Conseils régionaux sont certes à maîtriser, mais leur réduction ne va pas être d'un apport suffisant.

Quant à l'immigration, elle rapporte beaucoup plus au pays qu'elle ne lui «coûte» et il est scandaleux de stigmatiser les salariés souvent les plus en difficulté.

Mais c'est surtout ce qui manque qui est révélateur : **qu'en est-il du coût du capital**, des sommes astronomiques que la finance prélève sur l'entreprise, du vol des grands actionnaires, de la prédation des marchés financiers ? En se refusant à taxer le capital, Marine Le Pen épargne ses amis. Elle est bien du côté des gros.

#### LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF  
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry  
Directeur de la publication :  
Alain Dupenloup  
Commission paritaire 0215 P 11348  
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

#### BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom : .....

Adresse : .....

22 euros

à renvoyer avec le règlement à :

Abonnement

Soutien à partir de 30 euros

Les Allobroges Savoyards, 326 avenue  
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Réabonnement

## Chambéry

### Des fascistes minables, mais au grand jour

Notre camarade Gérard Ravier nous a fait passer des photos éloquentes d'un groupe de nazillons savoyards qui trouvent en Hitler «un grand bâtisseur social». Ces «nationalistes» historiquement analphabètes, organisent des stages de sports de combat et assurent le service d'ordre des manifs' pour tous.

## Ugine

### Louis Bertrand met les choses au point

La candidate UMP à la mairie d'Albertville, Martine Berthet, a tendance à raconter n'importe quoi pour se faire connaître. Ayant ainsi prétendu que l'OPHLM d'Ugine aurait disparu en 1995 sans la reprise en main de ses finances par Franck Lombard (*son tuteur et mentor*), elle s'est attirée une sanglante et juste mise au point de la part de notre camarade et ami Louis Bertrand, mise au point publiée par La Savoie et qui a fait sensation.

Louis Bertrand écrit en particulier : « *En 1989, la municipalité de gauche avait deux défis à relever, une forte demande de logements (400 environ) et la reprise du patrimoine de l'usine (300 logements). Pour les réaliser, la signature d'une convention ville habitat a permis d'engager des opérations concernant plus de 400 logements pour le seul OPHLM (...)*

*Un tel programme n'a pu être mené à bien qu'avec les aides conjointes du Département, de l'Etat et de la ville (...) Il a aussi nécessité des emprunts à taux réduit auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

*Malgré des finances certes tendues en 1995, l'Office n'a jamais craint la liquidation judiciaire comme ce fut le cas pour la SCIC (pôle emploi) que gérait l'équipe de Martine Berthet. Parallèlement, nous avons su résister aux demandes pressantes du Préfet afin que les hausses de loyers restent limitées, tout en revendiquant, avec les locataires, des moyens nouveaux ».*

## Chambéry

### La fédération de Savoie du PCF s'adresse au Préfet et à Hervé Gaymard à propos du redécoupage cantonal

Le PCF 73 a adressé une lettre ouverte au Préfet de la Savoie et au Président du Conseil général (*Hervé Gaymard*) pour dénoncer ce qui sous-tend le nouveau découpage cantonal voulu par le gouvernement, à savoir **une aggravation de la bipolarisation**. En Savoie, au travers du redécoupage, PS et UMP entendent ainsi se partager les cantons et éliminer du Conseil

Décidément, «*le ventre est toujours fécond d'où a surgi la bête immonde*».

Et les périodes de crise en favorisent le retour. Il convient donc d'être très vigilants.

C'est pourquoi nous publions la photo de l'affiche que nous a transmis Gérard Ravier.



### Ambroise Croizat, sécurité sociale, une offre de Michel Etiévent

Valable un mois à compter du 14 janvier, l'historien Michel Etiévent propose deux de ses livres sur la Sécurité sociale et un DVD pour 32 euros (*port offert*).

Pour toute commande, ou pour avoir des précisions, il faut s'adresser à Michel Etiévent, immeuble Le Doron, 520, avenue des Thermes, 73 600 Salins-les-Thermes (*Tel 04 79 22 54 69*).

Au contraire, aujourd'hui, à Ugine, alors qu'y règne la droite, l'OPH a un avenir compromis. Son organisme de contrôle a été très clair : «*il note une absence de perspectives de renouvellement d'un parc de logements en voie d'obsolescence, une dégradation de l'autofinancement net, et surtout des manquements dans le respect de la réglementation. Il stigmatise des anomalies dans le contrat du directeur général qui cumule les fonctions de directeur de l'OPH et de la SEM, et le non respect des procédures de ventes de logements* », ce qui fait beaucoup... «*Enfin, au moment où toute la politique du logement social en France est menacée, on n'a jamais entendu Martine Berthet relayer les revendications des organisations de locataires (comme une aide à la pierre à 40% du coût des opérations, une augmentation des APL, ou un budget égal à 2% du PIB)*».

La prochaine fois, elle réfléchira avant de calomnier, Martine Berthet.

général les seuls élus qui s'opposent à l'augmentation des transports scolaires et à la politique d'austérité, les élus du Front de gauche.

Pour le PCF 73, seules des élections à la proportionnelle permettraient une juste représentation des différents courants de pensée dans les assemblées élues. De plus, l'élection à la proportionnelle permettrait d'envoyer dans ces assemblées de nombreux élus issus des classes populaires. C'est ce que craignent les ultralibéraux et c'est pour cette raison que, dans une interview accordée au journal *La Savoie*, Hervé Gaymard a déclaré : «*la proportionnelle est un poison*». Un poison pour les ultralibéraux, évidemment. Les communistes savoyards ont donc rappelé leur attachement à la proportionnelle.

## Savoie

### Des résistances s'organisent face aux choix du gouvernement

**Le collectif « Non à la hausse de la TVA » va prendre des initiatives**

Créé nationalement pour obtenir l'annulation de la hausse de la TVA, dénonçant «*l'accélération du cours libéral de la politique de François Hollande*», ce collectif regroupe une vingtaine d'associations, de partis politiques et de syndicats, comme Attac, Les Economistes atterrés, le M'Pep, le DAL, l'APEIS ou le Front de gauche (*dont, bien sûr, le PCF*).

Pour ce collectif, la hausse de la TVA représente «*une réduction du pouvoir d'achat de 400 • pour une famille de quatre personnes (en moyenne annuelle)*», ce qui n'est pas rien. Outre que la TVA est l'impôt le plus injuste qui soit, son augmentation est, pour le gouvernement, «*le moyen de financer les cadeaux faits au patronat sans aucune contrepartie*».

En Savoie, la «*déclinaison départementale*» du collectif s'est réunie le 23 janvier dans l'idée de rassembler largement et d'agir publiquement. Nous en rendrons compte dans notre prochaine édition.

**Le jeudi 6 février, la CGT mobilise dans le cadre de sa campagne sur le coût du capital**

Le 6 février sera «*une journée nationale d'action interprofessionnelle*» qui, pour la CGT, doit partir des lieux de travail. Le syndicat entend mettre en avant les questions de l'emploi, des salaires, de la protection sociale et des retraites.

L'UD CGT du 73 envisage une journée «*en deux temps*», avec, tout d'abord, «*un temps fort sur les lieux de travail sous la forme d'assemblées générales discutant du cahier revendicatif, puis des rassemblements et des manifestations*» au cours desquels «*les salariés sortent de leur entreprise et vont à la rencontre des salariés des entreprises voisines*».

**En Tarentaise**, après les initiatives «*dans et devant les entreprises*», les syndicats appellent à **un rassemblement à 11 h. devant la sous-préfecture d'Albertville.**

**A Chambéry**, après les initiatives matinales, **un rassemblement départemental aura lieu à 14 h. place des Éléphants.**

Le jeudi 6 février devrait donc être une importante journée de mobilisation syndicale. Notre journal, solidaire, y sera et en rendra compte.

### Transalpine Lyon Turin : un enjeu majeur

Si les galeries de reconnaissance de la liaison ferroviaire Lyon Turin ont été creusées, les travaux proprement dits de la transalpine n'ont toujours pas commencé, ce qui repousse les choses à l'horizon 2025.

Pourtant, le Lyon Turin sera déterminant dans la lutte contre les pollutions et les nuisances, sécurisera les échanges en offrant une alternative au tout routier et permettra de sortir de la saturation de la ligne à voie unique entre Lyon et Chambéry. Avec le Lyon Turin, on peut espérer des cadencements et des TER «*grande vitesse*» directs entre Lyon et Grenoble, Chambéry et Annecy.

#### Quelques éléments à propos du tunnel de base.

Aujourd'hui, ce que l'on appelle «*le tunnel de faite*» de la ligne historique, tunnel qui passe au Mont Cenis, nécessite de lourdes opérations pour l'acheminement du fret, avec, en particulier, l'adjonction de machines de pousse pour que les convois puissent franchir la pente. Le passage d'un tunnel de faite à un tunnel de base est nécessaire pour assurer un vrai report de la route vers le rail (*le report modal*), un tunnel «*à plat*».

La réalisation du tunnel de base du Lyon Turin est d'autant plus justifiée qu'elle permettra, pour l'accès côté français, de supprimer, non pas une rupture de circulation, mais deux ruptures de circulation (*la première liée à la rampe de St Jean-de-Maurienne et la deuxième liée à celle de Modane*).

#### Un projet utile avec beaucoup d'avantages.

Le Lyon Turin sera principalement dédié au fret (à 85%), jouant ainsi un rôle décisif pour le report modal. Il réduira l'impact environnemental des transports. Mais surtout il répondra à une augmentation avérée du trafic, et ce, malgré la crise.

En France, entre 1991 et 2011, le transport des marchandises a augmenté d'environ 33 %, avec presque 60 % d'augmentation par le routier !

Concernant l'arc alpin (*traversé par 16 tunnels d'altitude dont 6 tunnels ferroviaires*), il y a également une augmentation du trafic des poids lourds, le tunnel routier de Vintimille arrivant d'ailleurs à saturation. Le report modal devient une nécessité cruciale.

Enfin, la ligne ferroviaire historique qui va de Lyon à Modane a atteint ses limites avec un tonnage de 10 Mt environ, et le tronçon St Jean-de-Maurienne Bussolène (*en Italie*) est désormais complètement inadapté. Donc, si le Lyon Turin n'est pas fait, inévitablement le trafic des camions s'accroîtra. Il y a là un enjeu majeur à bien prendre en compte, sans esprit polémique, sereinement, mais sérieusement.

## Chambéry



Florian Penaroyas

### Important rajeunissement de la direction de la section du PCF

Avec l'arrivée d'Amandine Lécole (31 ans) et de Florian Penaroyas (22 ans) à la direction de la section communiste de Chambéry, celle-ci a pris un bon coup de jeune.

Florian Penaroyas est le nouveau secrétaire de la section. Originaire du Gard, ce camarade attachant, chaleureux et sympathique a déjà un vrai passé de militant, ayant participé au blocage de son lycée en 2007 et ayant été candidat aux élections cantonales d'Anglet nord (le deuxième plus jeune candidat de France !).

Il est actuellement réceptionniste tournant au «Château de Candie». Nous l'avons interviewé au retour de son travail, un dimanche après-midi. Il nous a d'abord raconté son arrivée en Savoie.

«Dès mon embauche, j'ai été logé deux mois par mon employeur dans une des chambres du Château, ce qui n'était pas désagréable... Comme ça ne pouvait pas durer, j'ai ensuite trouvé une chambre de bonne, avec WC sur le palier, pour 300 • par mois ! Heureusement, grâce à l'aide d'un camarade, j'ai enfin trouvé un logement de 40 m2 avec tout le confort».

**Florian, quelles ont été tes premières impressions en ar-**

**rivant en Savoie ?**

«Ayant fait une saison à Modane, j'ai eu le sentiment d'un département très conservateur, sentiment confirmé par la lecture du Dauphiné-Libéré où le compte-rendu des processions était plus important que celui des luttes sociales. Je me suis dit que j'étais tombé dans un département de curés... Mais, par la suite, j'ai apprécié une population avenante, sympathique, accueillante.

Aujourd'hui, ce qui me frappe, c'est la casse industrielle. La Savoie me semble être un département sinistré. Au niveau industriel, c'est catastrophique. Quand je passe devant l'usine rasée de Vétrotex, ça me fait mal au cœur».

**Et, en tant que nouveau secrétaire de la section de Chambéry, comment vois-tu les choses ?**

«C'est une section nouvellement créée qui ne regroupe plus que Chambéry et Sonnaz, alors qu'avant elle recouvrait tout le bassin chambérien. Le défi est d'y redynamiser le parti, en s'appuyant sur la période motivante qu'est la période électorale. C'est un des buts qu'on s'est fixé, en particulier avec Amandine.

Dans un premier temps (et c'est une idée qui me tenait à cœur), nous avons décidé de rendre visite à tous les communistes de Chambéry pour retisser des liens. L'objectif est de remobiliser un maximum de camarades, et pour la vie de la section, et pour les deux campagnes électorales des municipales et des européennes».

Florian, nous te remercions d'avoir bien voulu répondre à nos questions. Visiblement tu as pris l'animation de la section du PCF chambérien à bras-le-corps et on te souhaite pleine réussite dans ton travail militant.



Amandine Lécole aux côtés d'Hocine Chakri

## Notre Dame de Briançon

### La CGT refuse l'accord salarial proposé par la direction de Carbone Savoie

Les négociations salariales à Carbone Savoie n'ont pas été simples. Le 19 décembre au soir, les 3 syndicats CGT, CFDT et CGC estimaient unanimement que les propositions de la

direction étaient inacceptables et demandaient une nouvelle réunion, demande immédiatement rejetée par cette direction.

Le 7 janvier, la CGT confirmait son refus de signer l'accord salarial en l'état. Mais, le même jour, la CFDT annonçait par tract son intention de le signer.

Evidemment la direction sautait sur l'occasion, utilisant la division syndicale pour faire passer des propositions très éloignées des revendications syndicales initiales.

## Conseil général de la Savoie

### A propos de l'imposition départementale

Le Medef ululant que les entreprises sont écrasées par les charges (*insuffisamment, à notre avis, et pas plus qu'ailleurs !*) et la droite reprenant l'antienne d'une imposition trop lourde, la majorité UMP du Conseil général a décidé qu'il n'était pas envisageable, «*dans un contexte de forte pression fiscale, notamment sur les ménages, de procéder à une augmentation de la taxe départementale sur le foncier bâti, et ce, bien que le département figure au 97<sup>ème</sup> rang national*» pour son montant.

Faire la fine bouche sur une augmentation possible de cette taxe est assez étrange, car, lorsqu'il s'agit de la taxe sur l'électricité, les élus UMP et PS du département en votent régulièrement le taux maximum... Et puis, au plan national, souhaitée par les premiers, réalisée par les seconds, la hausse de la TVA ne les empêche pas de dormir !

Il y a donc deux poids, deux mesures, et une abyssale hypocrisie. En effet, le refus d'augmenter un brin la taxe sur le foncier bâti va de pair avec la réduction des budgets publics. Moins de rentrées fiscales, c'est moins de services rendus aux populations. Le Conseil général a ainsi taillé dans les dépenses pour le personnel (*avec blocage des salaires et des emplois*), dans celles en faveur des familles (*bourses aux étudiants, transports scolaires, restaurants scolaires, aides au logement*), dans celles pour les personnes âgées et pour les communes.

Or, comme l'explique Christiane Lehmann, les restrictions budgétaires, les hausses de la TVA ou de la CSG, les services qui ne sont plus rendus ou deviennent payants, **cela touche tout le monde, sans distinction de revenus**. L'injustice est flagrante.

Ce choix de l'austérité pour la population, ces reculs du service rendu visent à «*rentabiliser*» le service public, et à faciliter sa privatisation. On regroupe des services pour les rendre «*rentables*», on incite à la hausse des tarifs (*eau, électricité*) pour favoriser la mise en concurrence. C'est cette politique qui rend la vie des gens plus difficile.

Pour la Savoie, et nous l'avons déjà écrit, une hausse fort modérée de l'impôt foncier permettrait de revenir sur l'augmentation des tarifs des transports scolaires, et d'honorer les dossiers en attente dans les domaines du logement, des réseaux d'eau potable, de l'assainissement.

Au fond, et plus généralement, ce n'est pas l'impôt qui est en cause. S'il frappait d'abord et fortement possédants et familles aisées, s'il était plus progressif, plus juste donc, s'il se traduisait par des améliorations réelles et immédiates de la vie de tous les jours, sa pertinence ne serait pas discutée. Mais aujourd'hui il est injuste et alimente les cadeaux fiscaux faits aux entreprises. Alors forcément il ne fait pas l'unanimité...

Pour conclure, sur le plan départemental, les propositions des élus du Front de gauche veulent relancer le social, sur le plan national, le PCF se prononce pour une véritable révolution fiscale. C'est bien dans ce sens qu'il faut aller.

## St Rémy de Maurienne

### Les salariées de Spirol toujours dans l'action

Le bulletin de l'Union départementale CGT nous informe que «*le tribunal de commerce a de nouveau reporté de 6 mois sa décision*» concernant l'avenir de l'usine Spirol de St Rémy, filiale du groupe Somfy.

En attendant, les salariées du site de St Rémy continuent à agir pour défendre leur emploi. Le mardi 21 janvier elles se sont rassemblées devant le siège de Somfy, à Cluse, en Haute-Savoie, avec le soutien des Unions départementales CGT de Savoie et de Haute-Savoie. Notons que les métallos CGT de Rhône-Alpes appelaient également à la solidarité et à la réussite du rassemblement.

«*Par ailleurs, les salariées de Spirol portent plainte pour faire casser la vente entre l'ex patron de l'usine, Chappel, et le groupe Somfy*».

Notre journal a souvent rendu compte de la lutte digne et courageuse des ouvrières de St Rémy victimes d'un véritable patron voyou, lutte fortement soutenue par Jean-Louis Portaz et Christiane Lehmann, et il continuera.

Repas des Amis de la presse communiste

**Samedi 25 janvier 2014 à 11h30**

salle des fêtes de Cevins

### Fusion des régions :

**Sarkozy l'a rêvée, Hollande la lance !**

Le chef de l'Etat veut réduire le nombre des collectivités en les fusionnant. Les gogos pensent que c'est pour faire des économies. Ils ont tout faux ! Il s'agit de casser l'Etat nation pour aller vers une Europe de grandes régions concurrentes entre elles, une Europe de l'hyper dumping social. Et, bien sûr, sans consulter personne...

## Tarentaise

### La question du service public hospitalier doit être abordée au fond

Le rapport du cabinet d'études KPMG sur l'avenir des trois hôpitaux de Tarentaise n'en finit pas de faire des vagues. On peut penser que le départ d'Yvan Maniglier de la direction du CHAM (*Centre hospitalier Albertville Moûtiers*) en est un peu une conséquence «*collatérale*» (*sûrement souhaitée par l'ARS, l'Agence régionale «coiffant» l'organisation sanitaire*).

Pour la syndicaliste Marie-Claude Martine, il faut aller au fond des choses. Certes, avec François Hollande, la gauche socialiste est au pouvoir, mais le fonctionnement des hôpitaux dépend toujours de la loi Bachelot de 2009, «*avec ses corollaires, la tarification à l'activité et la mise sur le même plan du public et du privé*». C'est l'application de cette loi qui met les hôpitaux publics en déficit. Ainsi, à Albertville, la maternité est en déficit, bien qu'étant remplie à 82% ! Et, quand il y a déficit, selon la loi Bachelot, il doit y avoir «*redressement*».

Du coup, le CHAM a subi trois plans de «*redressement*» depuis 2008, avec des suppressions de services et d'emplois, sans solutionner quoi que ce soit. Le plan de «*redressement*» de 2013 a entraîné le non remplacement des congés du personnel et la suppression d'une équivalence de 12,7 emplois.

Pour l'ARS, il faut une nouvelle gouvernance pour la Santé en Tarentaise, mais sans affirmer la pérennité du service public hospitalier. La CGT s'en inquiète sérieusement. D'autant que le rapport de KPMG traite de la gouvernance sans mentionner le site de Moûtiers ! On peut en effet y lire : «*Les centres hospitaliers de Bourg-St-Maurice et du CHAM sont chargés de la gestion des activités respectivement sur les sites de Bourg et d'Albertville*».



Moûtiers : manif pour l'hôpital

Concernant la gérontologie, les propositions faites, là encore, suscitent l'inquiétude. Ainsi, le rapport de KPMG propose de «*remettre à niveau l'ensemble des EHPAD de la Tarentaise (et notamment les établissements Claude Léger à Albertville et Les Cordeliers à Moûtiers) dans le cadre d'une gestion collective (non exclusivement hospitalière)*», ce qui est inacceptable. Hervé Gaymard a d'ailleurs saisi la perche tendue en souhaitant que le Conseil général ait la main mise sur le budget des maisons de retraite, ce qui ouvrirait la voie à leur intégration dans le cadre territorial. La bonne solution est, au contraire, que les EHPAD restent sous statut hospitalier. Les tarifs pratiqués, inférieurs à ceux du privé, le nombre des personnels, plus important que dans le privé, tout plaide pour que les EHPAD restent sous statut hospitalier. Mais Hervé Gaymard semble avoir dans l'idée d'accroître la participation financière des familles, d'où sa proposition.

On le voit, la défense du service public hospitalier est plus que jamais d'actualité.



## Attention !

Pour des raisons matérielles, la soirée Jean Jaurès prévue initialement le samedi 15 février 2014 est reportée à une date ultérieure.

Même contenu - même prix.

Plus d'informations vous seront communiquées prochainement.

## Allos Sports

**Handball** : Le championnat d'Europe des nations qui se déroule au Danemark du 13 au 27 janvier va retenir toute l'attention des amateurs d'un sport collectif qui a déjà donné beaucoup de satisfactions à la France lors des récentes compétitions. Deux Chambériens figurent dans l'équipe tricolore qui, une fois n'est pas coutume, ne part pas favorite, devancée dans les pronostics par le Danemark et l'Espagne. Désormais bien intégrés chez les Bleus, le gardien de but Cyrille Dumoulin et l'arrière K Nyokas sont épaulés notamment par D Narcisse qui fit les beaux jours du club chambérien. K. Nyokas s'est brillamment comporté lors du premier match contre la Russie en marquant 9 buts et C. Dumoulin a largement contribué à la victoire contre la Pologne. Qualifiée pour le 2<sup>e</sup> tour, la France peut justifier son rôle d'outsider.

**Sports d'hiver** : La quinzaine du blanc de **Sotchi**, près de la Mer Noire (**JO d'hiver 2014** du 7 au 23 février), approche. Les chances françaises reposent notamment sur les biathlètes et les skieurs alpins. Souhaitons beaucoup de médailles aux Savoyards des équipes de France qui vont affronter les montagnés russes.

**Biathlon** : Encore junior, **Coline Varcin** vient de participer à sa première coupe du monde senior dans la Mecque du biathlon, Ruhpolding (Allemagne). Forte de cette première expérience, elle se prépare maintenant pour les championnats d'Europe et du Monde de sa catégorie.

**Basket** : L'embellie se poursuit pour **Aix-Maurienne** qui, après sa victoire à Evreux, occupe seul la 4<sup>e</sup> place de Pro B. Aux 2/3

de la première phase du Championnat, les Savoyards peuvent envisager une qualification pour les parties finales.

Chez les Féminines, le **BOS** s'installe solidement en milieu de tableau et regarde vers le haut du panier.

**Rugby** : La cote d'alerte est dépassée pour **PUS Montmélian**, 9<sup>e</sup> (sur 10) de sa poule de **Fédérale 2** avec 9 points de retard sur le premier non relégable, Pontarlier. Avec 8 rencontres à jouer, il faudra, outre les succès attendus à domicile, réaliser quelques bonnes performances à l'extérieur pour garder l'espoir jusqu'au bout. Invaincus en championnat Bèlascain (moins de 22 ans) où ils devancent Aubenas et Chambéry, les Montmélianais continuent de mettre l'accent sur la formation mais sans en recueillir les fruits, pour l'instant.

**En fédérale 1, le SOChambéry**, après un succès convaincant contre Aix en Provence qui vient de Pro D2, grâce à une défense rigoureuse, à un paquet d'avants dynamique, à la vitesse des trois-quarts et à la botte de Décarre, paraît en mesure d'assurer son maintien dans les meilleurs délais, voire mieux selon les résultats de ses deux prochains déplacements à Vienne et à Annecy.

**En Honneur Rhône-Alpes, Aix les Bains et le SOU Albertville** restent placés pour prétendre à la montée en Fédérale 3.

**Football** : En CFA2 (3<sup>e</sup> niveau national), le **SOChambéry** poursuit son chemin en milieu de classement après une belle victoire sur la réserve de Dijon (ligue 2). Il ne faudra aucun relâchement pour se maintenir car il n'y a que 6 points entre le 7<sup>e</sup> et le dernier (14<sup>e</sup>) alors que nous sommes à mi-championnat.

G. Simon

## Carnet de deuil – Albertville Ugine

### *Marcelle nous a quittés*

Après plus de quatre années de combat contre le cancer, notre amie, notre camarade Marcelle Pratabuy vient de nous quitter.

Vétérante du PCF, elle était la sœur de René Bertrand et d'Odette Deglise, et la tante de Louis Bertrand (*secrétaire de la section d'Ugine du PCF, ancien maire*). Elle avait travaillé longtemps aux aciéries d'Ugine, notamment au comité interentreprises. Elle fut une adhérente et une militante de toujours, tant à Ugine qu'à Albertville, où elle résidait et où elle fut même candidate à une élection municipale sur une liste présentée par le PCF.

Celles et ceux qui ont participé avec elle aux nombreux voyages organisés par les retraités CGT d'Ugine se souviendront longtemps de son rire sonore et communicatif.

Les Allobroges et le PCF assurent son mari Raymond, leur fils Lionel et toute sa famille de leur solidarité et de leur sympathie.

## Médipôle

### *Une lutte justifiée... et quelques révélations intéressantes*

A Challes-les-Eaux, la clinique privée Médipôle a perdu un peu de son aura, non pas à cause du personnel (*apprécié de tous*), mais à cause des objectifs financiers que ses promoteurs se sont donnés. Ainsi, alors que le personnel se mobilise pour la défense de sa prime base 13<sup>e</sup> mois, la direction annonce une trésorerie en difficulté.

Les causes du déficit méritent examen. Il y a d'abord une structure surdimensionnée, avec un taux d'occupation de 75%. Ensuite, les clauses d'exclusivité signées avec les médecins rendent difficiles de nouveaux recrutements, pourtant nécessaires. Enfin la holding fait payer à Médipôle un loyer particulièrement élevé. Les salariés n'y sont pour rien. Par contre, Médipôle a profité du crédit impôt compétitivité et a reçu une importante subvention publique. On voit combien il est nécessaire de pouvoir contrôler l'usage qui est fait de l'argent public versé au privé.